



**Analyse des marchés de gros de la terminaison d'appel vocal fixe, vocal mobile et SMS des opérateurs en métropole et outremer pour la période 2014 - 2016**

**RÉPONSE DE ORANGE REUNION**

**28 JUIN 2013**

<b>Version publique</b>
-------------------------

Pour la période 2014-2016, l'Autorité juge pertinent de mener conjointement l'analyse de ces marchés en raison notamment de leurs similitudes structurelles et de problèmes concurrentiels communs.

Dans ce contexte de modèle unique, Orange Réunion précise que ses réponses aux questions concernant la structure du modèle sont identiques à celles du groupe Orange France Télécom.

Les réponses aux questions spécifiques à l'opérateur Orange Réunion sont présentées ci-dessous.

**Question 1. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la définition et la délimitation des marchés proposés par l'Autorité.**

Orange Réunion n'a pas de remarque concernant la définition et la délimitation des marchés proposés par l'Autorité.

**Question 3. Certains opérateurs ont sollicité l'Autorité pour qu'elle inclue la terminaison d'appel MMS dans les marchés de terminaisons d'appels régulés. Les acteurs sont invités à formuler des observations sur la pertinence d'ajouter les marchés de la terminaison d'appel MMS à la présente analyse de marchés. Dans leur réponse, les**

**acteurs sont invités à transmettre des éléments relatifs aux tarifs de gros de la terminaison d'appel MMS actuellement en vigueur, aux déséquilibres de trafic et aux problèmes concurrentiels éventuellement rencontrés concernant cette prestation.**

Les usages moyens par utilisateurs restent limités sur le MMS pour l'ensemble des clients d'Orange Réunion. Nous ne constatons par ailleurs aucun déséquilibre de trafic.

Orange Réunion souhaite également rappeler que le succès d'utilisation des applications natives des constructeurs comme i-message pour Apple, BlackBerry Messenger, ou bien d'acteurs internet comme whatsapp, Skype, voire Facebook et Twitter dans la gestion des communications privées, laisse présager une substitution du MMS en terme d'usages en raison d'une ergonomie et de fonctionnalité de communications enrichies.

Cette tendance est à corréliser avec celles de la pénétration des Smartphones et d'intégration de l'internet mobile dans les offres, déjà bien avancées pour Orange et le marché Réunionnais de façon générale.

Ces différents éléments ne laissent pas présager de hausse des usages MMS sur le marché Réunionnais. Ainsi, pour toutes ces raisons, Orange Réunion n'estime pas que l'inclusion de la terminaison d'appel MMS dans les marchés de terminaison d'appels régulés soit un enjeu.

**Question 4. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur fixe disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique fixe de ses utilisateurs finals et l'acheminement des appels à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur le marché de la terminaison d'appel fixe vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.**

Orange Réunion n'a pas de remarque concernant la désignation de ces opérateurs fixes.

**Question 5. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur mobile disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique mobile de ses utilisateurs finals et l'acheminement des appels vocaux mobiles à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés de la terminaison d'appel vocal mobile vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.**

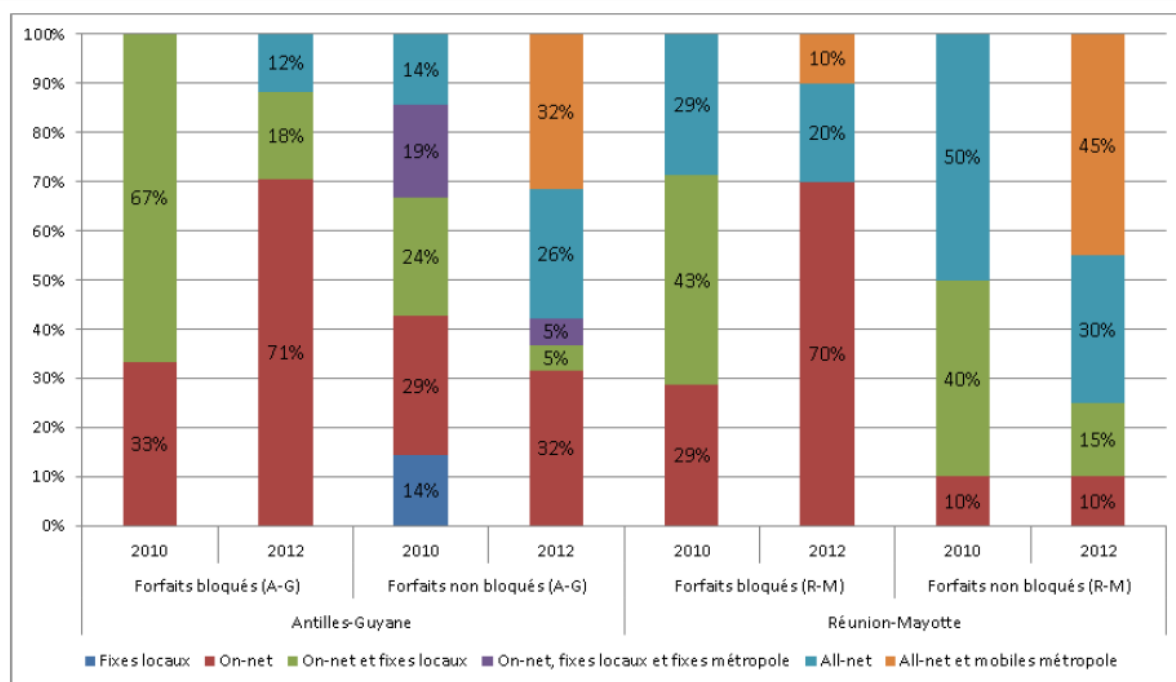
Orange Réunion n'a pas de remarque concernant la désignation de ces opérateurs mobiles.

**Question 6. Les acteurs sont invités à formuler des observations concernant la désignation de chaque opérateur mobile disposant des éléments de réseau nécessaires pour contrôler l'accès au service téléphonique mobile de ses utilisateurs finals et l'acheminement des SMS à leur destination comme opérateur exerçant une influence significative sur les marchés de la terminaison d'appel SMS vers les numéros ouverts à l'interconnexion sur son réseau.**

Orange Réunion n'a pas de remarque concernant la désignation de ces opérateurs mobiles.

**Question 7. Les acteurs sont invités à commenter le document « Bilan et perspectives » joint en Annexe du présent projet de décision**

L'analyse faite par l'Autorité sur l'évolution des destinations incluses dans les composantes d'abondance incluses dans les forfaits bloqués et non-bloqués outre-mer (figure 19 page 22 du bilan présenté) ne nous semble pas traduire la réalité de notre parc client à la Réunion.



**Figure 19. - Evolution des destinations incluses dans les composantes d'abondance incluses dans les forfaits bloqués et non-bloqués outre-mer (T4 2010-T4 2012)**  
*Source : ARCEP, étude de suivi des tarifs*

Dans son bilan, l'Autorité analyse ensuite le lancement des premières offres d'abondance all-net 24/24 comme suite :

*Lancement des premières offres d'abondance all-net 24/24 en 2012*

Sur les marchés de détail de la zone Antilles-Guyane, Outremer Télécom (Only), a introduit début 2012 sa gamme de deux forfaits Next+, qui sont les premiers forfaits à inclure les appels en abondance 24/24 vers les mobiles tous réseaux. L'un des forfaits inclut également 45 destinations, dont les fixes et mobiles métropolitains. A la suite à ce lancement commercial, Digicel a réagi en lançant sa nouvelle gamme de forfaits « Air », dont le forfait Air absolu propose les mêmes services que le forfait Next+ à un prix similaire. Orange Caraïbe a de même lancé son forfait Smartphone infini, dont les services proposés s'alignent sur ceux des forfaits de Digicel et Outremer Télécom à un prix très légèrement supérieur.

Sur les marchés de détail de la zone Réunion-Mayotte, Outremer Télécom a également lancé début 2012 sa même gamme d'offres Next+. En réaction, SRR a introduit, en juin 2012 son offre

Carré absolu, aux services similaires à ceux offerts par Next+ mais avec un tarif plus élevé : et Orange Réunion a pour sa part introduit, en novembre 2012, son offre Magik, avec le même positionnement tarifaire que l'offre Carré absolu.

Orange Réunion ne partage pas ce constat. En effet, dès mars 2010, Orange Réunion dans le cadre de la refonte de sa gamme forfaits proposait un forfait Intense Magik incluant des appels et SMS illimités 24/24 vers tous les mobiles Réunionnais. Le premier forfait voix et SMS illimité all-net est donc arrivé sur le marché Réunionnais deux ans plus tôt que ce que l'Autorité décrit dans son bilan. Au moment du lancement de cette offre, les autres opérateurs Réunionnais proposaient de l'illimité on-net ou all-net mais soumis à plage horaires.

Enfin, l'Autorité estime que :

La régulation harmonisée des terminaisons d'appel fixe, vocal mobile et SMS entre la métropole et les deux zones d'outre-mer, en ayant très fortement rapproché les tarifs entre ces zones, rend possible le développement des communications téléphoniques d'abondance entre les territoires nationaux. Les offres fixes d'abondance incluant les communications entre la métropole et l'outre-mer tendent à se généraliser sur l'ensemble des marchés. L'Autorité considère que l'inclusion des communications vocales et des SMS entre les mobiles métropolitains et ultramarins dans les offres d'abondance, bien que déjà mise en œuvre par quelques opérateurs pour certaines de leurs offres, devrait avoir vocation à se généraliser grâce aux baisses récentes des terminaisons d'appel vocal mobile et SMS.

Orange Réunion souhaite rappeler que les opérateurs Réunionnais ont inclus les appels vers la métropole dans leurs offres d'abondances avant que les opérateurs métropolitains n'incluent les appels vers les DOM dans les leurs.

Nous rappelons également que les opérateurs métropolitains facturent aux opérateurs des DOM la terminaison d'appel en se basant sur le tarif applicable aux appels pour lesquels l'appelant n'est pas localisé dans la zone arrière du point de livraison de l'appel et donc à un tarif supérieure au tarif de terminaison régulé.

Malgré cela, les opérateurs Réunionnais ont inclus les appels vers les opérateurs métropolitains dans leurs offres d'abondance.

**Question 11. Les acteurs sont invités à faire part de leurs observations sur une extension de l'obligation de séparation comptable et de comptabilisation des coûts aux opérateurs Orange Réunion et Digicel.**

Le contexte concurrentiel de la Réunion n'a pas permis à Orange Réunion qui reste un opérateur de dimension modeste, de voir ses marges évoluer.

Malgré la simplification opérée par l'Autorité sur les obligations comptables imposées aux opérateurs actuellement, il n'en reste pas moins un nombre important de tâches additionnelles rajoutant une charge de travail et une complexité sur les suivis existants.

Dans le contexte économique actuel, Orange Réunion ne peut se permettre de faire grossir ses équipes et aura du mal à absorber de telles exigences.

Orange Réunion n'est donc pas favorable à l'extension de l'obligation de séparation comptable et de comptabilisation des coûts aux opérateurs Orange Réunion et Digicel.

**Question 15. Les acteurs sont invités à apporter leurs commentaires sur le présent projet de décision, et notamment sur les parties pour lesquelles l'Autorité n'a pas posé de questions particulières aux acteurs.**

L'Autorité n'a pas envisagé dans sa synthèse l'arrivée d'un nouvel opérateur à la Réunion. L'effet de l'arrivée de Free en métropole a eu des conséquences fortes sur l'emploi dans le secteur des télécommunications. Les effets de l'arrivée de ce 4<sup>ème</sup> opérateur sur un territoire de 65 millions d'habitants devraient être analysés afin de mieux anticiper les effets de cet ordre sur un territoire de 840 000 habitants comme celui de la Réunion.

Orange Réunion souhaite attirer l'attention de l'Autorité sur le contexte économique de la Réunion plus délicat que celui de la métropole avec un PIB par habitant à 18k€, un taux de chômage à presque 30%.

Ces différents éléments devront être pris en compte en cas d'arrivée éventuelle d'un nouvel acteur sur le marché des télécommunications à la Réunion et Mayotte.

En tout état de cause et conformément aux réserves émises par la Commission Européenne, l'arrivée d'un nouvel entrant ne pourrait se faire en faisant « obstacle au marché intérieur » ou en « entravant la concurrence dans le secteur des communications électroniques ».

En effet, dans le cadre de la Décision de la Commission concernant l'affaire FR/2012/1304: terminaison d'appel vocal sur les réseaux mobiles individuels de Free Mobile, Lycamobile et Oméa Télécom en France, la Commission Européenne rappelait en conclusion que :

Dans ce cas particulier, la Commission note que la notification de l'ARCEP ne propose pas une justification adéquate expliquant pourquoi l'approche proposée concernant le contrôle tarifaire du service de terminaison d'appel fourni par Free Mobile, Lycamobile et Oméa Télécom répond aux objectifs politiques et aux principes réglementaires énoncés à l'article 8 de la directive «cadre» et peut être considérée comme conforme à l'article 13, paragraphe 2, et à l'article 8, paragraphe 4, de la directive «accès». Par conséquent, la Commission doute fort que la proposition de l'ARCEP sur les tarifs de terminaison d'appel puisse être considérée comme appropriée sur les marchés en question au sens de l'article 16, paragraphe 4, de la directive «cadre» et justifiée à la lumière des objectifs énoncés à l'article 8 de la même directive, en particulier de ceux consistant à promouvoir la concurrence et à en faire bénéficier l'utilisateur en veillant à ce que la concurrence ne soit ni faussée ni entravée dans le secteur des communications électroniques, conformément à l'article 8, paragraphe 2, de la directive «cadre», et estime, à ce stade, que le projet de mesures ferait obstacle au marché intérieur.

Ainsi, une terminaison d'appel asymétrique accordée à un hypothétique nouvel acteur sur la zone Réunion – Mayotte constituerait en ce sens un avantage concurrentiel.